
Guerre préventive et choc des civilisations ?

Un regard critique sur l'article « [The Clash of Civilizations ?](#) » et son auteur, Samuel Huntington [1]

par *Aris Roubos*, journaliste et chercheur associé au GRIP

28 mai 2003

1. Introduction

Les événements du 11 septembre ont largement contribué à relancer la thématique du « choc des civilisations ». A cette occasion, le talent « visionnaire » de Samuel Huntington fut porté au pinacle.

Cette analyse est-elle pertinente ? Primo, il convient tout de même de rappeler que l'article de Samuel Huntington publié dans *Foreign Affairs* [1] date de l'été 1993. Secundo, sur la forme, et à condition que l'on accepte la réalité en question, l'objet de son article porte essentiellement sur un niveau spécifique du « choc des civilisations », le niveau institutionnel ou inter-Etats. S'il se préoccupe des comportements des individus, son analyse concerne principalement les influences que ces modes de vie exercent sur les politiques des gouvernements « non-occidentaux ». Tertio, sur le fonds, la vision pessimiste distillée par « *The Clash of Civilizations ?* » est-elle le résultat d'une analyse impartiale ou sert-elle d'autres buts ? Si la deuxième hypothèse se vérifie, cela reviendrait à considérer que Samuel Huntington était motivé par des arrières-pensées.

Voilà ce que nous proposons d'examiner dans cet article. Après une analyse critique du texte de Huntington, nous nous livrerons à une mise en perspective, en nous intéressant tant à la personnalité de l'auteur qu'au contexte politique dans lequel se situe l'article au moment de sa publication, ainsi qu'à ses racines historiques. Notre objectif est de présenter quelques éléments de démonstration portant essentiellement sur les motivations subjectives de Samuel Huntington dans « *The Clash of Civilizations ?* » ainsi que sur les motivations des milieux dont il relaie les projets et aspirations.

En d'autres termes, nous tenterons de cerner les intérêts de certains milieux dirigeants américains, d'une part, à légitimer à l'avance les termes d'une hégémonie en cours de refondation et, d'autre part, à stimuler la haine entre deux mondes présentés comme irréconciliable afin d'entraîner l'adhésion à leurs projets d'expansion. Selon notre analyse en effet, le « choc des civilisations » constitue le volet théorique d'un « schéma action », dont l'article de Samuel Huntington est le reflet en même temps que le relais.

Enfin, le deuxième objectif de cette note d'analyse consistera à réévaluer la théorie du « choc des civilisations » dans le cadre de la conjoncture actuelle. Au terme d'une analyse minutieuse, il apparaît que, loin d'appréhender les éventuels antagonismes entre cultures, ce qui pourrait théoriquement favoriser le respect mutuel, la thématique spécifique du « choc des civilisations » consiste à les attiser [2], assumant le rôle de substrat idéologique au « choc des extrêmes »...

2. Une analyse critique

2.1. Le contenu : une vue d'ensemble

2.1.1. Le niveau explicite

Au départ d'une analyse, présentée comme descriptive, de phénomènes ayant subitement émergé après la guerre froide, « The Clash of Civilisations ? » se propose de dégager une série d'hypothèses perspectives pour l'avenir. Les conflits du futur : les guerres de civilisation.

Répertoriant globalement « sept ou huit » civilisations – « Occidentale, Confucéenne, Japonaise, Islamique, Indoue, Slave-orthodoxe, Latino-américaine et probablement (sic) Africaine » [3], Samuel Huntington affirme qu'elles se distinguent par ce qu'il qualifie de « lignes culturelles de démarcation » – « *cultural fault lines* » – : leurs « *histoire, langue, culture, traditions et surtout leur religion* ».

La « civilisation occidentale » est adulée, à l'inverse de toute culture « non-occidentale ». « *L'Ouest contre le Reste* », ponctue l'auteur. Toutefois, pour le moins nébuleux, « l'Ouest » sera tantôt présenté comme un concept générique globalisant, comprenant même, par exemple, le régime communiste de l'ex-URSS – une « *idéologie occidentale importée* » – tantôt comme une notion restrictive, Huntington y classant globalement les pays du Nord développé. A l'occasion, l'auteur s'égare quelque peu lorsqu'il fait état d'une « *civilisation américaine* » ...

Mais la distinction ne s'arrête pas là. C'est ainsi que l'auteur introduit, subtilité supplémentaire, une sous-catégorie d'États : ceux qui se situent à cheval entre deux groupes de civilisations, occidentales et non-occidentales. Ces « pays tiraillés » – « *torn countries* » – dont la Turquie, le Mexique et la Russie, sont ainsi répertoriés parce que leurs dirigeants, influencés également par des cultures et traditions locales, hésitent à définitivement les rattacher à l'« Ouest ». La sous-catégorie en question constitue d'ailleurs curieusement le fondement d'une civilisation... « latino-américaine ».

Quoi qu'il en soit, ces « lignes de démarcation » ne conduisent pas automatiquement au conflit, mais sont présentées comme des menaces potentielles. La preuve par l'histoire : « *à travers les siècles (...), les différences entre civilisations ont généré les conflits les plus violents et les plus durables* » .

Cela étant, la mise en garde apparente adressée par Samuel Huntington concerne principalement le danger potentiel émanant des civilisations confucéenne et islamique. Comparées à toutes les autres, ces deux civilisations en particulier seraient confrontées aux « *obstacles (...) les plus importants* » si elles décidaient un jour de rejoindre l'« Ouest ».

S'attachant en particulier à démontrer un retour en force de l'islamisme, subtilement élevé par ailleurs au rang de civilisation, il utilise des procédés pour le moins douteux. Le principal, qui relève de la simplification–généralisation, consiste à expliquer le rejet des politiques néo-colonialistes, par les opinions publiques et les élites du monde arabo-musulman, comme relevant précisément de comportements extrêmes, sous-entendu déviants. Dans le même sens, interprétant des effets comme des causes, Huntington considère que la sensation d'agression, partagée par de larges franges des populations arabes et musulmanes, à la suite de la première guerre du Golfe, d'ailleurs savamment exploitée par Saddam Hussein, constitue l'illustration même d'un « choc des civilisations ».

Par ailleurs, les pays se ralliant aux deux civilisations précitées « *concurrent l'Ouest en développant leur propre pouvoir économique, militaire et politique* ». L'auteur croit même déceler une « *coopération* » entre différentes capitales, voire une « *connexion confucéenne-islamique* » qui a émergé pour « *défier les intérêts, les valeurs et la puissance occidentales* ». Plus précisément, « *la Chine, la Corée du Nord et plusieurs États du Moyen-Orient* » se distinguent en particulier « *par l'expansion significative de leurs capacités militaires* ». Constat sans appel, « *the Weapon States are not Western states* » : ces États en armes ne sont pas des États occidentaux. Alors que ces derniers continuent de s'équiper avec des armes nucléaires, chimiques, biologiques, ainsi que de moyens de les délivrer, comme des missiles balistiques, l'Ouest « *défend la non-prolifération comme une norme universelle* ».

En conclusion, le texte débouche sur une série de prescriptions, que nous reproduisons *in extenso* :

- une « *plus grande coopération et unité* » au sein de la civilisation occidentale, « *spécialement entre ses composantes européenne et nord-américaine* » ;
- arrimer à la civilisation occidentale « *ces sociétés d'Europe de l'Est et d'Amérique latine dont les cultures (lui) sont proches* » ;
- « *promouvoir et maintenir des relations de coopération avec la Russie et le Japon* » ;
- « *prévenir l'escalade de conflits intra-civilisations en guerres majeures inter-civilisations* » ;
- « *restreindre l'expansion de la puissance militaire des États confucéens et islamiques* » ;
- « *modérer la réduction des capacités militaires occidentales et maintenir la supériorité militaire en Asie de l'Est et du Sud-ouest* » ;
- « *exploiter les différences et conflits entre États confucéens et islamiques* » ;
- « *soutenir les groupes d'autres civilisations acquis aux valeurs et intérêts occidentaux* » ;
- « *renforcer les institutions internationales qui reflètent et légitiment les valeurs et intérêts occidentaux et promouvoir la participation d'États non-occidentaux dans ces institutions* ».

2.1.2. Le « non-dit » et le niveau implicite

Le mode ou niveau de développement économique, les tensions sociales, etc. ne sont à aucun moment envisagées, en tout cas de manière explicite, comme des conditions susceptibles d'influencer, de quelque manière que ce soit, les modes de vie des peuples considérés.

Concrètement, nous avons évoqué ci-dessus les « *cultural fault lines* ». Apparemment, elles sont perçues par l'auteur comme un vaste substrat multiforme, dont les différentes composantes, fonctionnant ensemble ou séparément, induisent des modes de vie, des comportements, « *des perceptions différentes sur les relations entre Dieu et l'homme, l'individu et le groupe, le citoyen et l'État, les parents et les enfants, le mari et l'épouse, ainsi que des vues différentes sur l'importance relative entre droits et responsabilités, entre liberté et autorité, entre égalité et hiérarchie* ». Pour Samuel Huntington, « *ces différences sont des phénomènes séculaires (qui) ne disparaîtront pas rapidement* ».

En revanche, Huntington qualifie le mode de développement de l'ex-URSS, basé effectivement sur l'idéologie marxiste-léniniste, d'« *idéologie occidentale importée* ». Cela signifie implicitement :

- a) qu'il reconnaît malgré lui le rôle du développement économique sur l'évolution des idées ;
- b) que l'influence des conditions économiques, sociales et politiques sur les modes de comportement des élites et des populations ne lui est pas étrangère.

Notre constat se vérifie d'ailleurs dans le texte. En effet, Huntington considère que l'idéologie communiste dominante a de facto « *stoppé la controverse sur l'occidentalisation par opposition à la russification* », cet antagonisme, relancé après le démantèlement de l'ex-URSS, autorisant même Huntington à percevoir la Russie comme un « *État tiraillé* ». L'auteur se contredit donc puisque, ayant délibérément écarté les régimes (ou conditions) économiques, sociaux et politiques comme également déterminants des modes de comportements, autrement dit comme autant de facteurs également essentiels à prendre en compte dans un débat sur les civilisations, il infirme son jugement précédent, pour le moins déterministe, sur des comportements « *séculaires* ».

Pour autant, le même traitement ne vaut pas pour la Chine. Les « *disputes territoriales en suspens* » de ce pays avec nombre de ses voisins, sa « *politique impitoyable à l'encontre du peuple bouddhiste du Tibet et (...) de sa minorité turque-musulmane* » ne sont pas vraiment analysées. Mise à part la volonté de Pékin de brimer d'éventuelles revendications autonomistes, on pourrait également, adoptant d'ailleurs le point de vue de Huntington, interpréter les comportements autoritaires chinois comme autant d'illustrations concrètes d'une politique répressive (importée de l'Ouest ?) à l'encontre des religions en général. Cela signifie qu'au niveau des causes, ces politiques ne sont pas fondées sur un « *choc des civilisations* », alors que, dans le même temps, elles contredisent, au niveau de leurs effets, la thèse d'un axe « *confucéen-islamique* ».

Ces subtilités ne sauraient intimider l'auteur de « *The Clash of Civilizations ?* » qui, sans aucune retenue, dévoile à nouveau ses cartes : « *Avec la fin de la guerre froide, les différences sous-jacentes entre la*

Chine et les États-Unis se sont réaffirmées dans des domaines comme les droits de l'homme, le commerce et la prolifération des armements ». Une argumentation de guerre froide donc qui, en catimini, resitue Washington au centre de l'échiquier international. Le « dérapage » relatif à une « civilisation américaine » (cf. 2.1.1.) n'était donc pas le fruit du hasard.

Quoi qu'il en soit, on pourrait croire que, du point de vue même de Samuel Huntington, cette soudaine inimitié sino-américaine aurait pu se résoudre, d'autant qu'à l'époque de la publication de cet article dans la revue spécialisée « Foreign Affairs », un processus de libéralisation était lancé à Pékin, le PC chinois flirtant même avec l' « économie de marché » dès son 14^e congrès à l'automne 1992 [4]. Intraitable, Huntington déporte à nouveau son argumentation sur le culturel, sans toutefois s'intéresser à démontrer, de quelque manière que ce soit, une quelconque agressivité chinoise imputable à un éventuel retour en force du « confucianisme ». Plutôt maladroitement, l'auteur insinue tout au plus que la Chine, profitant de ses « affinités culturelles » avec nombre de pays asiatiques, deviendrait le centre du « *principal bloc économique du futur en Asie de l'Est* ».

Donc, sans avoir l'air d'y toucher, l'auteur accorde une importance capitale aux défis qui se posent à la puissance américaine, fussent-ils culturels, économiques, politiques ou militaires. Sur le mode essentiellement implicite, ils n'en constituent pas moins une trame incontournable de l'article sur le prétendu « choc des civilisations ». Ainsi, le statut de « pays déchiré » est bizarrement attribué au Mexique en raison du penchant supposé de certains dirigeants de ce pays à un développement économique indépendant hostile à l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), notamment par le biais de coopérations régionales latino-américaines, et pour des modes d'expressions culturelles locales et régionales, en opposition à la culture nord-américaine. Mais, précise Huntington, vantant les mesures positives initiées, de son point de vue, dès la fin des années 1980, par le président Carlos Salinas de Gortari : « *le Mexique a cessé de se définir par opposition aux États-Unis et tente plutôt (de les) imiter...* » .

Partant, il semble craindre le développement du « régionalisme économique ». Ici encore, il n'hésite pas à se contredire quand, recentrant à nouveau le débat sur le thème central de son article, il tente de déceler des raisons religieuses et culturelles, comme en première instance porteuses des organisations économiques régionales. Avec surprise, le lecteur constate que « *le succès de la zone nord-américaine de libre-échange dépend de la convergence en cours des cultures mexicaine, canadienne et américaine* ». Cela voudrait-il dire qu'après l'avoir nié, il reconnaisse subitement le droit à l'existence d'une culture mexicaine ?

Dans le même ordre d'idées, l'ensemble des conditions économiques, sociales, politiques et régionales qui prévalaient juste après la deuxième guerre mondiale, sont totalement gommées lorsqu'il estime que « *la Communauté européenne repose sur la fondation partagée de la culture européenne et du christianisme occidental* ». Commode, cette perception lui permet, après la chute du Mur de Berlin, de réintroduire une nouvelle « ligne de démarcation » entre l'Est et l'Ouest de l'Europe : une division du continent européen entre religions catholique et orthodoxe. Huntington pousse le détail jusqu'à reproduire une carte, certes empruntée à un auteur contemporain, mais qui rappelle curieusement une esquisse attribuée au britannique Halford MacKinder. Ce dernier, à juste titre vénéré comme l'un des pères de la géopolitique moderne, définissait déjà, au début du XX^e siècle, ce « glacis », entre l'Ouest et l'Est du Vieux Continent, que constituent les pays du Centre-Europe [5]. En ligne de mire de Samuel Huntington : le rapprochement avec la Chine et les pays arabo-musulmans, promu par une partie importante des milieux dirigeants russes. Ce courant influent visait bien moins à entraver un rapprochement avec l'Ouest de l'Europe qu'à rééquilibrer son orientation « Atlantique », reflet, selon ces milieux moscovites, de l'influence exercée par Washington au sein de l'OTAN. Tout en présentant certaines de leurs thèses comme modérées, Samuel Huntington n'assimile pas moins cette tendance au nationalisme russe.

Ce constant passage du mode explicite au mode implicite induit donc nombre d'approximations, voire de contradictions dans l'argumentation de l'auteur, sans même parler des contre-vérités. Mais les avantages valent largement les inconvénients. Manifestement, le concept de « pays tiraillé » représente apparemment une mise en garde à l'encontre de pays qui pourraient être tentés d'impulser une orientation alternative à leur politique étrangère, dommageable aux intérêts de Washington.

Aux trois pays explicitement catalogués dans cette dernière catégorie, s'en ajoute un quatrième, subtilement pointé du doigt : le Japon. Samuel Huntington, l'évoque indirectement, se référant notamment à certaines tendances locales, dont « *un repli sur soi et une Asianisation* ». En outre, il se remémore au passage les réactions négatives, dans son pays, qui ont accueilli des investissements japonais massifs, attitudes que l'auteur attribue précisément aux différences de civilisations ; les mêmes phénomènes, du fait d'investisseurs canadiens ou européens, ne provoquent aucun émoi, selon lui. Ces vagues mentions n'en aboutissent pas moins, dans la partie prescriptive de l'article, à présenter Tokyo côte à côte avec cette capitale « tiraillée » qu'est Moscou...

On l'aura constaté, un message politique central se dégage de cet article. Le but implicite de Samuel Huntington consiste à promouvoir la suprématie culturelle, économique et militaire des États-Unis, attributs constitutifs d'une politique de puissance. A cet effet, contre vents et marées, tous les phénomènes analysés se ramènent à l'argumentation centrale, explicite : le « choc des civilisations » en général, et l'axe « confucéen-islamique » en particulier. Cette suite d'événements détachés de leur contexte et soumis à la moulinette des interprétations, simplifications et approximations, sont autant de moyens dont se saisit l'auteur du « *Clash of Civilizations* » pour fonder l'argumentation classique d'un discours se cristallisant sur un bouc émissaire.

2.2. La structure : un schéma stratégique

Le message politique est lui-même supporté, sous les aspects extérieurs d'une théorie propagandiste pour le moins inégale, subtile en même temps que maladroite, par une structure qui reproduit un schéma stratégique classique : action-réaction-réaction. Aux pratiques de l'« Occident » qui tente de promouvoir ses intérêts, au détriment des civilisations non-occidentales, répond une réaction des États lésés, cette dernière appelant une rétroaction, sur les modes éprouvés de la « *Machtspolitik* » (diviser pour régner, actions coercitives...), par les États du Nord développé. Le schéma stratégique en question est déployé à l'aide de deux instruments essentiels : le réalisme cynique et la vision pessimiste de l'auteur.

2.2.1. Le réalisme cynique

La technique la plus déstabilisante de Samuel Huntington est le réalisme cynique. Il se manifeste par des interprétations qui ne le disputent en rien aux analyses de gauche, apparemment les plus extrêmes. Il en est ainsi par exemple de son analyse de la crise qui mena au démantèlement de l'ex-Yougoslavie. Le rôle d'aiguillon de la République fédérale allemande et du Vatican sont pointés du doigt.

Les pratiques néo-colonialistes sont « dévoilées » avec la même lucidité. Ainsi Huntington se fait le contempteur des « *efforts de l'Ouest pour promouvoir ses valeurs de démocratie et libéralisme comme des valeurs universelles, pour préserver sa prédominance militaire et pour défendre ses intérêts économiques* ». Huntington acte également le statut de dominé – « de simples objets » – de nombre de nations non-occidentales. Il stigmatise encore l'hypocrisie occidentale qui, sous couvert des prétendues valeurs de la « communauté mondiale », n'en profite pas moins pour avancer les agendas du « monde libre » : « les décisions adoptées au Conseil de Sécurité de l'ONU ou au Fonds Monétaire International, qui reflètent les intérêts de l'Ouest, sont présentées au monde comme reflétant les désirs de la communauté mondiale », s'inquiète Huntington.

Dans le même ordre d'idées, l'auteur se braque également sur un lapsus du Premier ministre britannique, John Major. Ce dernier, lors d'une interview télévisée, se référant aux actions de « l'Ouest » contre Saddam Hussein, à partir de l'été 1990, se reprit rapidement pour finalement considérer que l'invasion du Koweït représentait plutôt un défi pour l'ensemble de « la communauté internationale ».

Assurément, la technique convient davantage à un pamphlétaire d'extrême gauche et bien moins au respecté professeur de l'Université de Harvard.

Dans le même ordre d'idées, ayant esquissé les comportements interventionnistes et expansionnistes multiformes, imputables à l'Occident, Samuel Huntington, en arrive tout naturellement à considérer les « ripostes » des pays non-occidentaux : « *Un Occident au sommet de sa puissance s'oppose aux non-*

Occidentaux qui ont de plus en plus le désir, la volonté et les ressources de façonner le monde, empruntant des voies non-occidentales ».

2.2.2. La vision pessimiste

Toutefois, incapables désormais de mobiliser et de former des coalitions sur des plates-formes idéologiques, les États et groupes qui veulent défier l'occident tenteront de plus en plus d'attiser les « *identités de religion et de civilisation* », prévient l'auteur. Et ce dernier d'attirer l'attention sur le caractère tranché, voire intransigeant, des conflits de civilisation, par opposition aux traditionnels antagonismes idéologiques et politiques.

Pour soutenir cette argumentation, il se laisse à nouveau aller à une complaisance inattendue à l'égard du régime de l'ex-Union soviétique. « *Le conflit entre la démocratie libérale et le marxisme-léninisme était celui d'idéologies qui, malgré leurs différences majeures, partageaient en apparence les buts ultimes de liberté, égalité et prospérité* », précise Huntington.

Évidemment, cet argument sonne faux sous la plume de celui qui, à la fin des années 1970, contribua au lancement d'une vaste campagne visant à stigmatiser Moscou pour ses atteintes aux droits l'homme, en tant que principal conseiller du président Jimmy Carter sur ce thème.

Qu'à cela ne tienne ! Et Huntington de renchérir : « *Un démocrate occidental pouvait tenir un débat avec un marxiste soviétique. Ce serait virtuellement impossible pour lui de le faire avec un Russe traditionaliste* ».

Par conséquent, confrontées à des positions supposées irréconciliables, promues de surcroît par des États qui s'adonnent à la prolifération des armes nucléaires, chimiques, biologiques,..., les élites occidentales en général et américaines en particulier n'auraient d'autre alternative que la coercition. Cette vision pessimiste débouche, on l'aura compris, sur les prescriptions énoncées par Huntington à la fin de son article, et reproduites ci-dessus.

3. Une mise en perspective

L'article de Samuel Huntington est une pièce maîtresse, reflet en même temps que relais, d'un plan stratégique de grande envergure, échafaudé dès la fin des années 1980, et se proposant de reformuler la stratégie américaine. Le principe d'une « connexion confucéenne-islamique », thème majeur de l'article « *The Clash of Civilizations ?* », se retrouve également dans le document intitulé « **Discriminate Deterrence** » (« dissuasion sélective ») [6] rendu public en janvier 1988. Le rapport fut commandé, dès l'automne 1986, à mi-terme donc du deuxième mandat de Ronald Reagan, par le Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, à une commission d'experts. Il se trouve que Samuel Huntington en faisait partie [7]...

Au modèle adapté à la bipolarité, le document tente de substituer le modèle d'un nouveau « monde à pôles multiples ». Cela comporte un double défi : « de petites puissances de mieux en mieux équipées ainsi que de nouvelles puissances militaires majeures ». Une double grille de lecture se dégage de cette « prévision », avec des implications géopolitiques et géostratégiques spécifiques.

Primo, tout en insistant sur « l'importance croissante » de la région Asie-Pacifique, et en visant explicitement la Chine comme une probable « superpuissance » future, « *Discriminate Deterrence* » ne s'y attarde que marginalement, en tout cas au niveau géostratégique. Ce qui paraît logique puisque, en 1988, l'URSS demeurait la menace explicite tangible. Néanmoins, la perception politico-stratégique relative aux puissances émergentes sera lourde de conséquences pour le devenir de la stratégie américaine. « Dans une certaine mesure, précise le texte, la puissance militaire reflète la puissance économique »...

Secundo, en se focalisant sur de nouvelles menaces dans le tiers-monde, le document bâtit le socle explicite (prolifération nucléaire et d'« armements avancés ») sur lequel pourra évoluer, implicitement, un nouveau projet américain offensif. Les nouvelles menaces qui préoccupent particulièrement les auteurs de ce rapport couvrent une double trame géopolitique (régions d'intérêt vital, en particulier le

Golfe persique) et géostratégique (périphérie soviétique, spécifiquement l'Asie du Sud). En clair, une zone s'étendant du Moyen-Orient à l'Asie du Sud. Autrement dit, le fameux « Arc de crise » sur lequel se focalisait Zbigniew Brzezinski, dès la fin des années 1970. Rappelons au passage que cet ex-conseiller à la sécurité nationale, sous l'administration Carter, créa spécialement, au sein du National Security Council, le poste de coordinateur à la planification de sécurité à l'intention de son grand ami Huntington.

Quoi qu'il en soit, de 1988 à 1990, avant même que ne soit déclenchée la première guerre du Golfe, les propositions contenues dans le rapport « Discriminate Deterrence » commencèrent à prendre forme. On relève en particulier, durant cette période, des tentatives spécifiques pour réorienter la stratégie du Pentagone sur la question des nouvelles menaces relatives à la « prolifération des armes de destruction massive ». C'est depuis cette époque en effet qu'émergent les premiers éléments de l'actuelle « guerre préventive » promue par l'équipe de George W. Bush.

Dans ce cadre, l'intérêt du « modèle civilisationnel » de Huntington est qu'il parvient, grâce à l'artifice culturel, à fusionner des objectifs géopolitiques et géostratégiques (cf. sa prescription spécifique relative à « l'Asie de l'Est et du Sud-ouest ») qui demeuraient apparemment sans rapport [8] à l'époque où son article fut publié. De surcroît, la thématique autour d'une « connexion confucéenne-islamique » fait la part belle au projet républicain, par opposition au projet politique démocrate, qui voulait apparemment éviter une confrontation avec la Chine.

L'équipe de Bill Clinton, occupant officiellement la Maison Blanche depuis janvier 1993, un enjeu de premier plan concernait l'avenir des forces armées. Certains, au sein de l'« establishment » américain, exprimaient de sérieux doutes à l'époque, quant au sort que réserverait la nouvelle administration au Pentagone. En ce début d'après-guerre froide, de nombreuses personnalités démocrates se faisaient les promoteurs de réductions drastiques des dépenses militaires de manière à « encaisser les dividendes de la paix ». Il convient donc de garder à l'esprit cette dimension politique conjoncturelle, également visée par l'article de Huntington.

La référence au Mexique relève du même objectif. L'engagement de ce pays à l'égard de l'ALENA était une affaire entendue [9]. Mais la mention explicite de Huntington visait bien moins Mexico que, d'une part, les autres capitales latino-américaines qui hésitaient encore à suivre les politiques néo-libérales appliquées par l'équipe du président mexicain depuis 1988 et, d'autre part, le nouvel exécutif démocrate et les Sénateurs américains, tous en butte aux pressions de la campagne anti-ALENA engagée notamment par les syndicats américains, lesquels craignaient par-dessus tout une nouvelle vague de délocalisations en direction de leur proche voisin du Sud. Le message implicite était donc clair : si le Sénat ne ratifie pas l'ALENA, cela conduira à l'affaiblissement d'un pivot essentiel pour la politique latino-américaine des États-Unis, en même temps que la porte ouverte à l'antiaméricanisme dans le sous-continent.

Le lecteur pourrait sans doute exprimer quelque doute quant à l'importance que nous accordons à Samuel Huntington. A part quelques postes de second rang dans les administrations démocrates de Lyndon B. Johnson et Jimmy Carter, il s'agit après tout de ce qu'il est convenu d'appeler un « outsider ». Sans doute ce jugement revêt-il quelque pertinence sur le plan institutionnel. Il n'en est pas de même au niveau des idées. Il faut savoir que si le professeur de Harvard fut l'un des membres importants de la « commission intégrée à long terme » [9b], mise en place par le Pentagone, dès 1986, afin de formuler des propositions pour les vingt ans à venir, c'est précisément pour ses contributions passées, ciblées et remarquées, à la reproduction des structures culturelles et matérielles d'un pouvoir voué à la poursuite d'une politique de puissance.

Promoteur de thèses militaristes dans deux ouvrages majeurs et influents [10], d'après une critique largement répandue [11] à l'époque de leur publication, Huntington se distingua également comme un théoricien des scénarios de contre-insurrection durant la guerre du Vietnam. Au milieu des années 1970, co-auteur d'un rapport, commandité par la Commission trilatérale, sur la « gouvernabilité des démocraties » [12], il défendra la thèse d'« un plus grand degré de modération de la démocratie » dans les sociétés industrielles [13].

Mais la plus importante de ses contributions demeure sans conteste la trame géopolitique implicite dans son article sur le « choc des civilisations ». L'axe civilisationnel « confucéen islamique », que l'on

retrouve sous une forme géopolitique-géostratégique dans le rapport « Discriminate Deterrence », serait, si l'on en croit un biographe apparemment informé [14], l'une de ses créations, dès 1977. Huntington fut en effet le rédacteur d'une directive présidentielle (la PD/NSC-18) signée par Jimmy Carter le 24 août de la même année. Deux orientations majeures se dégagent de ce document, resté secret jusqu'en 1999 : stratégique (la nécessité de créer une force flexible inter-armes [15] pour gérer des « contingences globales ») et géopolitique (la PD-18 se réfère à des besoins « au Moyen Orient, dans le Golfe persique et en Corée ») [16]. A l'époque déjà, contrairement à la perception de recul américain dans le tiers-monde répandue à Washington, il était convaincu que « l'avantage soviétique était temporaire et que l'Ouest pourrait éventuellement se positionner au-delà » [17], sous-entendu, du cadre de la guerre froide. En ce sens, la double mission de la force d'action rapide, dont les contours étaient esquissés dans la PD-18, portait sur une éventuelle confrontation avec « des forces locales et des forces projetées par l'URSS » [18].

Enfin, au milieu des années 1980, Huntington sera l'objet d'un mini-scandale quand furent révélés ses liens avec la CIA. Il avait en effet bénéficié d'une subvention de l'agence de renseignements en tant que co-auteur d'une étude portant sur le « décès » de dirigeants autoritaires [19].

On le constate, théoricien ultra-conservateur, Huntington manie avec brio, et surtout sans complexe, les sujets les plus épineux et controversés, tantôt suscitant quelque gêne au sein des milieux désirant les promouvoir, tantôt érigeant des obstacles au nom du fameux « équilibre des pouvoirs ». Sur ce plan, le distingué professeur de Harvard fut un ardent défenseur [20] des politiques initiées sous l'administration Truman (notamment une hausse substantielle des dépenses de défense, décidée avant même la guerre de Corée, etc.), politiques qui impliquaient précisément un dévoiement substantiel du principe constitutionnel des « *check and balances* ».

A l'été 1993, quand fut publié « *The Clash of Civilizations ?* », le défi majeur auquel était confronté l'establishment américain portait sur la reproduction de la politique de puissance des États-Unis ; la même qui, tout au long de la guerre froide, parallèlement à la lutte contre « l'Empire du Mal », n'en imposait pas moins les termes de Washington sur la scène internationale. Huntington parvient à subtilement promouvoir cette thèse, qu'il soutient comme on l'a vu depuis le milieu des années 1970.

4. Conclusion

Le 11 septembre provoqua un choc qui se diffusa à travers tout le Nord développé, et dont on n'a pas encore pris la véritable mesure. Cela explique d'ailleurs la complaisance avec laquelle l'opération « Enduring Freedom » a été acceptée sur le Vieux Continent.

Sans doute pour les mêmes raisons, le propos de l'article signé par Samuel Huntington et publié en 1993, est subitement apparu, aux yeux de certains commentateurs « éclairés », comme « visionnaire ». Pourtant, c'est à tort, selon notre analyse, que ces observateurs tentèrent une explication du terrorisme « façon Ben Laden » par le biais de l'article « *The Clash of Civilizations ?* », exercice courant depuis les événements tragiques survenus à l'automne 2001. En effet, bien qu'il manie des données s'apparentant à des phénomènes culturels, en 1993, le but de Samuel Huntington était totalement étranger au phénomène terroriste.

En revanche, une lecture à tête plus attentive de ce texte aurait permis de prévoir les développements inattendus de la prétendue « guerre totale contre le terrorisme », proclamée par George W. Bush. Comme on l'a vu tout au long de cet article, les prolongements dont question étaient entièrement prévisibles. Des textes publics largement commentés, dont « *Discriminate Deterrence* », « *The Clash of Civilizations ?* », etc., étaient porteurs, depuis la fin des années 1980, de la thématique sous-jacente à l'actuelle théorie de la « guerre préventive » promue par l'administration de George W. Bush. L'« Axe du Mal », stigmatisé par le président américain, relaie en partie la « connexion confucéenne-islamique » de Samuel Huntington. Le concept d'« États en armes » défini par Huntington en 1993, fut bel et bien la motivation principale de l'opération « *Iraqi Freedom* » dix ans plus tard, même si l'on n'a pas encore eu l'occasion d'objectivement étayer ce modèle de « guerre préventive ».

A contre-courant, et curieusement, la préparation d'une deuxième guerre contre l'Irak, la « diplomatie du kleenex » à l'égard du Conseil de sécurité de l'ONU,... entraîna pourtant des dirigeants européens à évoquer de prétendus « agendas cachés ». Précisément, le 12 novembre 2002, en réponse aux interpellations de certains députés [21], le ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel déclarait :

« J'ai également la conviction que tout cela relève d'un agenda qui n'est pas celui qu'on dit. Je suis même prêt à partager le point de vue selon lequel un intérêt énergétique majeur existe. Ce n'est d'ailleurs pas seulement le cas pour l'Irak. J'ai une collaboratrice qui travaille sur cette question en ce moment. Lorsque vous prenez une carte et que vous localisez les endroits où se déroulent tous les grands conflits, vous pouvez y superposer une carte énergétique et vous réaliserez que ces deux cartes sont à peu près pareilles. Je ne fais donc certainement pas partie de ceux qui croient que tout cela est innocent et que cela est au nom des beaux principes » [22].

Cela reviendrait à interpréter le cours actuel de la politique étrangère et de sécurité américaine comme l'expression de quelques intérêts corporatistes, voire de visées expansionnistes imputables à quelques « faucons » autour du président George W. Bush. Pour autant, si les thèmes implicites de l'article « *The Clash of Civilizations ?* » sont promus par ce qu'il est convenu d'appeler un « réaliste », ils constituent également le volet théorique du « schéma action » promu par des « révolutionnaires », comme l'actuel sous-secrétaire à la Défense, Paul Wolfowitz, pour reprendre la distinction de Jürgen Habermas [23]. Cela signifie que si les seconds sont exubérants dans la mise en œuvre des nouvelles structures de l'hégémonie américaine, et qu'ils diffèrent le cas échéant sur les objectifs, il n'en demeure pas moins qu'ils partagent les mêmes buts stratégiques que des « réalistes » de la trempe de Samuel Huntington. Ces deux catégories, au sein des milieux dirigeants américains, ont donc intérêt, afin de maintenir et reproduire le statu quo économique, social et politique, interne-externe, à se servir des valeurs attribuées par Huntington à la civilisation occidentale. On a concrètement assisté à ce phénomène de justification, sous le slogan des « dominos démocratiques » dans la région du Moyen-Orient, après que Bagdad ait au bout du compte accepté les inspections de l'UNMOVIC.

Finalement, la seule approche susceptible de comprendre les événements du 11 septembre à l'aide de l'article « *The Clash of Civilizations ?* » est celle qui, à travers une interprétation critique, l'appréhende comme un terreau idéologique, tant le message de haine qu'il véhicule conforte les thèses extrêmes, relayées aussi bien par Oussama Ben Laden que par George W. Bush. Ces deux acteurs se rejoignent en ce qu'ils sont porteurs de projets positifs, expression d'intérêts spécifiques, allant même jusqu'à stimuler des événements leur permettant de promouvoir leurs desseins offensifs comme des réponses défensives. Tous deux se servent des phénomènes culturels comme d'instruments servant de support à des plans stratégiques préétablis, attisant au passage la haine entre les peuples.

[1] Samuel P. HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations?*, "Foreign Affairs", Summer 1993. Sur le site du GRIP : www.grip.org/bdg/g2057.html

[2] La formule de rigueur dans le monde anglo-saxon : "a self-fulfilling prophecy"...

[3] Les références aux numéros de pages correspondent à l'édition de *Foreign Affairs*, summer 1993.

[4] Francis DERON, L'ouverture du 14^e congrès du PC chinois. Le socialisme est plus favorable à l'économie de marché que le capitalisme, estime M. Jiang Zemin, « Le Monde », 13-10-1992.

[5] Cf. Halford J. MACKINDER, Democratic Ideals and Reality, National Defense university Press, Washington D.C., 1996, p. 115 (Réimpression de la 2^e édition : Constable Publishers, London, 1942).

[6] Cf. la traduction française de ce document dans : IKLÉ F. C., WOHLSTETTER A., "Discriminate Deterrence", un rapport sur la nouvelle stratégie américaine, "Dossier Notes et documents n° 129-130", GRIP, Bruxelles, janvier-février 1989.

[7] Aux côtés de Samuel Huntington, représentant du monde académique, la « commission sur la stratégie intégrée à long terme » qui a rédigé ce document, était composée d'anciens de la RAND Corporation, dont Fred Iklé, Albert Wohlstetter et Andrew Marshall, ainsi que de personnalités tels Henry Kissinger ou Zbigniew Brzezinski.

[8] D'une part la Chine, comme puissance émergente et, d'autre part, la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak... personnifiant des États agressifs et « proliférants » du tiers-monde...

[9] Jean-Pierre TUQUOI, L'avenir de l'Association de libre-échange nord-américaine. Les Mexicains tentent de surmonter les réticences des États-Unis, « Le Monde », 18-05-1993.

[9b] "U.S. Commission on Integrated Long-Term Strategy", celle-la même qui rédigea le rapport "Discriminate Deterrence" (in: Michael Klare, *Rogue States and Nuclear Outlaws. America's Search for a New Foreign Policy*, Hill and Wang, New York, 1995, pp. 19-20).

[10] Pour le lecteur intéressé : The Soldier and the State. The Theory and Politics of Civil-Military Relations, Vintage Books, New York, 1957; The Common Defense. Strategic Programs in National Politics, Columbia University Press, New York/London, 1961.

[11] Une synthèse de ces critiques dans: Robert D. KAPLAN, Looking the World in the Eye, "The Atlantic Monthly" Volume 288 No. 5, December 2001, pp. 68-82. (WWW Edition).

[12] Pour le lecteur intéressé : Michel CROZIER, Samuel HUNTINGTON et Joji WATANUKI, The Crisis of Democracy, New York University Press, New York, 1975.

[13] Cité par : Noam CHOMSKY, Radical Priorities, Black Rose, 1981, pp. 158-164 (WWW Edition).

[14] Robert D. KAPLAN, Looking the World in the Eye, art. cit.

[15] Washington, prenant prétexte de l'intervention soviétique en Afghanistan, en décembre 1979, créera, sous le modèle défini dans la PD-18, la Force conjointe d'action rapide, en mars 1980. Celle-ci deviendra, sous l'administration Reagan, le nouveau commandement régional compétent pour la région considérée : le « Central Command ».

[16] Jimmy CARTER, Presidential Directive/NSC-18. Subject: US National Strategy, The White House, Washington, August 24, 1977. (~~TOP SECRET~~. Partially Declassified/Released on 5/28/99 under Provisions of E.O. 12958).

[17] Robert D. KAPLAN, Looking the World in the Eye, art. cit.

[18] Jimmy CARTER, Presidential Directive/NSC-18, op. cit., p. 4.

[19] Harvard Professor Acknowledges Doing Research For CIA, "The Associated Press", 13-02-1986.

[20] Notamment dans : The Common Defense, op. cit.

[21] Interpellations n° 1418 de M. Vincent Decroly (Indépendant) et n° 1464 de M. Jacques Lefevre (Centre démocrate humaniste) relatives au « contentieux entre les États-Unis et l'Irak depuis que ce dernier a accepté les inspections onusiennes sur son territoire ».

[22] Chambre des Représentants de Belgique, Compte-rendu intégral des débats de la Commission des Relations extérieures. Séance du mardi 12-11-2002, 15 h., (CRIV 50 COM 880), Chambre 5^e session de la 50^e législature, 2002-2003, p. 35.

[23] Cet auteur distingue les "réalistes", comme Henry Kissinger, des "révolutionnaires", comme Richard Perle ou Paul Wolfowitz. Voir Jürgen HABERMAS, *La Statue et les révolutionnaires*, dans *Le Monde*, 3 mai 2003, pp. 1 et 14.

